



Après ce magnifique week-end, marqué par la chaleur du soleil et de la fraternité régnant au Parc Départemental de la Courneuve, je vous invite à lire cette allocution prononcée lors d'un débat sur "l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme droit humain essentiel". J'y côtoyais Danielle MITTERRAND, Présidente de France Libertés, Luzmila CARPIO, Ambassadrice de la Bolivie en France et en Tunisie, Elizabeth PEREDO, Directrice de la Fondation Solon et Jean-Luc MELENCHON, Président du Parti de Gauche.

*"Au commencement de tout, il y a l'eau. Pour nous, occidentaux, tellement évidente. Il suffit de tourner le robinet, et elle coule. C'est aussi la conscience que malgré son évidence, elle est indispensable pour vivre. 3 jours sans boire et nous mourrons. Au même titre que l'air, l'eau est indispensable à la vie. Elle tombe du ciel, elle est un élément naturel et pourtant, nous la payons.*

*Et c'est là qu'en réalité, tout commence.*

*Bien sûr, je n'oublie pas que cette facilité d'accès à l'eau potable est une richesse, j'ose le mot, un privilège des pays riches. On pense évidemment à l'Afrique, où plusieurs fois des images d'actualité nous ont montré des gens mourant de soif. Mais on pense aussi à l'Amérique latine aujourd'hui, à la Bolivie en particulier, avec notamment la résolution que ce pays a fait adopter aux Nations Unies. Pour que l'accès à l'eau ne soit plus un privilège, justement, mais qu'elle soit gérée en fonction de ce qu'elle est : nécessaire à la protection du vivant, c'est-à-dire un*

*droit de l'Homme. Nous allons y revenir plus longuement je crois, et je voudrais saluer et remercier chaleureusement Luzmila CARPIO, ambassadrice de la Bolivie en France et Elizabeth PEREDO, Directrice de la Fondation Solon en Bolivie, et excuser Monsieur SOLO, Ambassadeur de Bolivie aux Nations Unies.*

*Je salue également Danielle MITTERRAND, décidément, on ne se quitte plus, après Quimper, après votre gentillesse d'avoir bien voulu venir à la présentation de mon livre hier à Paris, voilà que nous nous retrouvons aujourd'hui. Vous vous êtes très largement fait l'écho en France de cette résolution fondamentale. Votre engagement pour le vivant, l'émancipation et l'implication des peuples n'est pas ici à démontrer. Sachez que vous êtes chez vous, tous vos combats sont les nôtres.*

*Je disais une résolution fondamentale. Nous payons pour cette ressource naturelle indispensable à la vie ! Pourtant elle est gratuite dans la nature. Bien sûr, le service qui conduit à la rendre potable, à la traiter, n'est pas gratuit. Mais ce n'est pas cela qui est en cause. Lorsque la gestion de l'eau est confiée aux intérêts privés, nous payons pour avoir accès à l'eau dès sa captation. Elle devient une valeur marchande.*

*Une valeur marchande un peu spéciale, cela dit. Savez-vous qu'un dispositif législatif permet d'échapper à la loi sur les marchés publics dans le cas de l'achat de l'eau en gros ? Les élus peuvent négocier de gré à gré le prix de l'eau. Sans aucun encadrement légal.*

*Tout est dit. Nous sommes dans le cadre de l'exception française pour la gestion de l'eau. Comme partout, la gestion de l'eau est à la base publique. Les installations appartiennent aux communes ou aux collectivités à qui elles transfèrent la compétence et ces collectivités gèrent l'eau. Par la loi, ce sont elles qui ont compétences. Mais elles peuvent le faire en déléguant cette gestion au secteur privé. C'est ce qui se passe dans 80% des cas, en France. Dans le monde, c'est la statistique exactement inverse. 80% de l'eau est gérée en direct par le public.*

*Et le secteur privé de la gestion de l'eau n'échappe pas aux règles habituelles du secteur privé : la vocation de l'activité économique est de faire des profits. Ça paraît naturel, ça ne l'est en rien si on synthétise d'un coup mon propos : l'eau, élément naturel, gratuit dans la nature, indispensable à la vie, est source de profits.*

*Le prix payé par l'utilisateur n'est plus alors seulement le prix du service rendu. Il est calculé pour toucher le profit le plus important. C'est ça leur juste prix. Le prix qui permet de diversifier leur activité économique en achetant des opérateurs de téléphonie mobile, des studios de cinéma, des chaînes de télévision (et on se souvient avec quelle réussite, avec Vivendi-Universal et la chute de Jean-Marie Messier, ce qui avait conduit l'ancienne Compagnie Générale des Eaux, devenue Vivendi, à se rebaptiser à la vitesse du vent en Veolia). Pour faire ces profits, comment se font-ils ? Ils vous font payer des personnels censés intervenir sur votre territoire dans vos contrats, mais qui n'y sont pas ; ils vous font payer des frais de siège de la maison-mère ; ils vous font payer les dividendes ; ils vous font payer leurs promotions ; ils vous font même payer leur expansion, leur installation dans d'autres pays, sous couvert de coopération internationale.*

*Et en retour, ils vous offrent quoi ? Des tarifs d'accès au service très largement surévalués, des investissements pour renouveler le réseau très largement insuffisants, ce qui conduit à des pertes d'eau en cours, mais ce n'est pas grave, parce que vous payez ces mètres cubes d'eau qui n'arrivent jamais jusqu'à vos robinets ! C'est d'autant moins grave que ça permet de monter le chiffre d'affaire de l'entreprise privée qui gère votre eau. Ils vous offrent une opacité totale de gestion, ou encore une facture illisible pour l'utilisateur moyen.*

*Une régie publique, pourtant, permet de gérer l'eau de manière totalement différente. Au niveau de la tarification, déjà. Pensez, en améliorant le service, en augmentant de manière substantielle les investissements sur le réseau réalisés chaque année, je vais être en mesure de baisser de 1€ le mètre cube le tarif d'accès au service. Ceci représente plus de 25% de baisse !*



*Aujourd'hui, dans la plupart des cas, le tarif sur l'eau est dégressif. Plus vous consommez d'eau, moins vous la payez chère. L'économie d'échelle appliquée à une ressource naturelle, voilà les absurdités dont est capable l'économie de marché. AU SEDIF, le syndicat le plus gros d'Europe, ceci permet, en moyenne, à la ville de Neuilly sur Seine de bénéficier de la ristourne la plus importante. Là où il y a le plus de piscines et de jacuzzi, en gros... Dans ma régie publique, le prix sera progressif. Ce ne sont pas les familles nombreuses qui seront le plus touchées, mais les arrosages automatiques et les piscines. Le superflu, quoi !*

*Ceci sera permis par des tarifs différents selon que l'eau est réservée à un usage familial ou à un usage économique. L'accès à l'eau qui sert à produire sera plus cher que l'accès à l'eau nécessaire à la bonne hygiène de chacun.*

*Je sais bien que l'eau n'a pas de prix, alors son accès sera gratuit. Les 2,5 litres par jour nécessaires pour rester en vie seront gratuits. Des fontaines seront installées, une dizaine, permettant de s'abreuver gratuitement aux 4 coins du territoire. Madame Danielle MITTERRAND, vous viendrez les inaugurer, soyez en une fois encore remerciée ce soir.*

*Dans le conseil d'exploitation de la régie que je mets en place, il y aura des représentants d'associations de consommateurs, d'associations altermondialistes. Bref, le peuple ne sera pas tenu à l'écart comme il l'est aujourd'hui de la gestion de son eau. Vous le voyez, passer en*

*régie publique ce n'est pas du "dogmatisme idéologique", comme me l'a récemment fait remarquer le président du SEDIF. Quand on met en balance les avantages et les inconvénients des 2 systèmes, on en vient même à se dire que c'est la protection de leur sacro saint "partenariat public privé" qui est du dogmatisme !*

*Alors... Pourquoi les multinationales gèrent-elles encore 80% de notre accès à l'eau ? Pourquoi les collectivités locales ne sortent-elles pas de ce partenariat public-privé ? Pour des raisons historiques, d'abord. Les contrats sont de telle durée que souvent, l'élu qui gère sa collectivité par le petit bout de la lorgnette poursuit un contrat qui a démarré parfois dans les années 20, quand ce n'est pas à l'initiative des banquiers d'Empire au siècle d'avant, jusqu'à aujourd'hui, sans discontinuer. Parce que le lobbying de ces majors de l'eau est intense. Parce que l'enfumage sur cette question est total. De loin, comme ça, ça paraît cher, compliqué, infaisable et bien d'autres priorités viennent alors à l'esprit des élus. Parce qu'il y a dans ce domaine des raisons plus invouables aussi, sans doute.*

*Erreur ! Ce n'est pas cher, ce n'est pas infaisable et pour peu qu'on en ait la volonté politique, ce n'est pas compliqué. Les techniciens et les ingénieurs sont les mêmes, ils sortent des mêmes écoles. La reprise du marché fait que l'on doit payer l'encours de la dette, dette qui aurait de toute façon été payée par l'utilisateur également. Beaucoup de fausses idées circulent sur le passage en régie publique. J'espère démontrer avec mon livre qu'il est possible de démystifier tout ceci.*

*Car nous devons montrer l'exemple. Trop d'élus de gauche signent des textes nationaux dans les congrès de leur parti pour ensuite, localement, là où ils sont en responsabilité, n'en tenir aucun compte. Cette schizophrénie politique fait beaucoup de mal à la gauche ! Comment ensuite les citoyens pourraient-ils croire qu'il existe réellement des alternatives aux politiques menées actuellement ? Certains disent : "Oui, je suis pour un service public de l'eau mais dans ma commune c'est compliqué, on n'a pas les moyens, on a d'autres priorités, il faut racheter les réseaux..." C'est faux ! Stop ! Si vous êtes pour un service public de l'eau, alors faites le chez vous ! Montrez que c'est possible et enfin montrez que si c'est possible de lutter contre les multinationales au plan local, ça doit forcément l'être au niveau national.*

*Avec mes camarades de Parti ici, nous sommes porteurs d'une planification écologique, et bien j'en mets une en place au niveau local ! Je suis pour une implication populaire dans les grands choix de société ? Je fais une votation citoyenne sur le passage en régie publique de l'eau. Nous sommes pour l'accueil et le respect des Droits de l'Homme vis-à-vis des Roms, je me retrouse les manches et je travaille comme Jo ROSSIGNOL, maire de Limeil-Brévannes, avec son village d'insertion. La cohérence. La mise en pratique. "La gauche par l'exemple", tout simplement.*

*Le Parti de Gauche n'a pas choisi ce nom par hasard pour son association d'élus. Nous voulons démontrer que c'est possible. Nous voulons mettre en commun nos expériences, nos projets, que nos élus minoritaires soient force de proposition et nos élus majoritaires s'inspirent de ce que font leurs camarades pour que des projets d'intérêt général voient le jour. A la méthode du Front de Gauche, nous mettons ce travail à la disposition de l'association nationale des élus communistes et républicains.*

*La présence de représentants de la Bolivie à nos côtés ce soir est donc loin d'être anecdotique. Eux aussi nous montrent que c'est possible. Un pays avec beaucoup de difficultés économiques et sociales, un pays meurtri par des années d'ultralibéralisme et de politique ségrégationniste, un pays au front de l'Empire ; et pourtant un pays qui nous montre que c'est possible, que changer de politique concrètement, au-delà de simples mesurette d'ajustement, c'est possible ; qu'impliquer le peuple dans les grands choix de la Nation, c'est possible ; que porter le fer au niveau international, comme leurs frères équatoriens avec le pétrole amazonien, c'est possible.*

*Bravo, bravo mille fois, bravo d'être nos guides, bravo à nos frères Boliviens et bolivariens. Ils en sont la preuve par l'exemple. A notre tour, nous peuple français, voulons prendre exemple sur votre révolution citoyenne, en marche en Bolivie."*